

La géographie de la francophonie au Canada: le pivot québécois et la diaspora dans le reste du Pays

Dino Gavinelli

doi: 10.7359/792-2016-gavi

ABSTRACT

L'histoire de la francophonie canadienne passe à travers de nombreuses manifestations et des combats politiques, linguistiques et culturels menés sans relâche pour la défense et le maintien d'une langue et d'une culture particulière, toujours menacées par le spectre de l'assimilation anglophone. Ces luttes, toujours actuelles, ont obtenu certains résultats: de quelques milliers d'habitants qu'ils étaient au début de l'ère coloniale, au 17^e e 18^e siècle, en Acadie et en Nouvelle France, les Canadiens dont la langue d'usage est le français sont maintenant 9 millions environ, concentrés dans un Québec devenu une sorte de pivot de la francophonie, ou bien présents en Ontario et dans le Provinces Maritimes ou encore dans une diaspora vers l'Ouest et le Nord. Tous ces francophones canadiens sont aujourd'hui reconnus par les institutions politiques et par les instances économiques et culturelles et confirment que la vitalité de ces communautés est au cœur de la principale dualité linguistique anglais/français au Canada. En tenant compte de nombreux aspects (linguistiques, historiques, spirituels, sociologiques, politiques et institutionnels), l'approche géographique de cette contribution analysera donc non seulement la distribution de la francophonie au Canada mais aussi sa genèse et sa morphologie, ses représentations, son sentiment d'appartenance à une même communauté et de partage des valeurs ainsi que ses enjeux et ses problèmes.

Mots-clés: Canada linguistique, francophonie au Canada, géographie des langues minorités francophones.

1. LA FRANCOPHONIE AU CANADA

Officiellement bilingue, le Canada a connu d'importantes transformations de son paysage francophone tout au long de son existence depuis 1867, année de l'indépendance d'Ottawa par rapport à Londres¹. L'histoire de la francophonie² canadienne passe à travers de nombreuses manifestations et des combats politiques, linguistiques et culturels menés sans relâche pour la défense et le maintien d'une langue et d'une culture particulière, toujours menacées par le spectre de l'assimilation anglophone (Barrat et Moisei 2004). Ces luttes, toujours d'actualité, ont obtenu certains résultats: de quelques milliers d'habitants qu'ils étaient au début de l'ère coloniale, au XVII^e et XVIII^e siècle, en Acadie et en Nouvelle France, les Canadiens dont la langue d'usage est le français sont maintenant 9 millions environs. Ces citoyens jouissent aujourd'hui d'une reconnaissance honorable de la part des institutions politiques, des instances économiques et culturelles et confirment que la vitalité de ces communautés est au cœur de la principale dualité linguistique anglais/français au Canada.

C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale que la vitalité de la francophonie au Canada se manifeste à travers les nombreuses associations nationales et internationales qui se forment et qui deviennent le symbole d'un partage, d'une coopération entre personnes parlant la même langue. C'est ainsi que l'Union culturelle française voit le jour en 1954, sur l'initiative des Canadiens francophones. En 1961 c'est le tour de l'AUPELF (l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue françaises) qui naît à Montréal où elle a encore son siège. Créée notamment par le Québécois Marc Léger, cette Association deviendra ensuite l'AUF

¹ La loi constitutionnelle canadienne de 1867, partiellement modifiée en 1987, prévoit que toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec "la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et des Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présent au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada".

² On doit l'invention du terme "francophonie" à un géographe français peu connu, Onésime Reclus (1837-1916) qui a su conjuguer au sens linguistique un sens géographique pour faire comprendre que la francophonie se compose de personnes qui, à travers l'espace, parlent français. Dans son livre *France, Algérie et colonies*, paru en 1880, Onésime Reclus classe les habitants de la planète en fonction de la langue qu'il parle et utilise le terme "francophonie" pour désigner l'ensemble des populations parlant le français. Le mot ne fait pas carrière, connaît une résurgence dans les dictionnaires vers 1930 et renaît en 1962 dans le n. 311 de la revue *Esprit*.

(l'Agence universitaire de la francophonie)³. 1971 est l'année de l'adhésion du Québec à l'OIF (L'Organisation internationale de la francophonie)⁴. En 1979, à l'initiative de maires de Paris et de Québec, est créée l'AIMF, l'Association internationale des maires francophones⁵. En 1991 c'est le Canada entier qui devenait membre de l'OIF (Poissonnier et Sournia 2006).

En tenant compte de tous ces aspects (linguistiques, historiques, spirituels, sociologiques, politiques et institutionnels), l'approche géographique de cette contribution analysera la distribution de la francophonie au Canada, sa genèse et morphologie, ses représentations, son sentiment d'appartenance à une même communauté et de partage des valeurs (Breton 2003) (*Tab. 1*).

Tableau 1. – La distribution des francophones dans les provinces et territoires du Canada et leur poids en pourcentage par rapport à la population résidente (élaboration de l'auteur sur données de Statistique Canada 2013).

PROVINCES ET TERRITOIRES	POPULATION	% DE FRANCOPHONES SUR LA POPULATION
Ontario	12.851.821	4,0%
Québec	7.903.001	83,0%
Alberta	3.645.257	1,8%
Colombie-Britannique	4.400.057	1,5%
Nouvelle-Ecosse	921.727	3,6%

suite ↪

³ En 2015, les membres de l'AUF étaient 812, présents dans 104 pays. Pour cela l'AUF est l'association des universités basée sur une langue commune la plus importante au monde. Pour plus d'informations voir le site <http://www.auf.org/auf/les-membres-de-lauf/liste-des-membres>.

⁴ L'OIF vise à améliorer le niveau de vie de ses populations, à aider les peuples francophones à devenir les acteurs de leur propre développement. Cette organisation apporte à ses états membres un appui dans l'élaboration ou dans la consolidation de leurs politiques et mène des actions de politique internationale et de coopération multilatérale, conformément aux 4 grandes missions tracées par le *Sommet de la francophonie*: promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique; promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme; appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche; développer la coopération au service du développement durable.

⁵ L'AIMF est devenue, en 1995, un opérateur direct de la francophonie au service de la coopération décentralisée, fort d'un réseau de 156 villes qui soutiennent la mise en œuvre de politiques d'aménagement urbain, promeuvent la bonne gouvernance municipale et mènent des actions en faveur de la culture, de la jeunesse, de l'éducation, de la santé et des aides d'urgence.

PROVINCES ET TERRITOIRES	POPULATION	% DE FRANCOPHONES SUR LA POPULATION
Manitoba	1.208.268	3,8%
Saskatchewan	1.033.381	1,6%
Nouveau-Brunswick	751.171	34,0%
Terre-Neuve et Labrador	514.536	0,4%
Ile du Prince Edward	140.204	3,9%
Territoires du Nord-Ouest	41.462	2,3%
Nunavut	31.906	1,2%
Yukon	33.897	3,6%
Canada	33.476.688	25,8%

2. LE QUÉBEC, PIVOT DE LA FRANCOPHONIE AU CANADA

Toute analyse de la francophonie au Canada ne peut pas se dépasser du québécois, d'origine normande et picarde, qui est une sorte de pivot et point de repère pour tous les francophones du Pays. Dans la plus grande province du Canada, jadis appelé la Nouvelle-France en l'honneur des premiers colonisateurs français, plus de 83% des habitants sont francophones⁶. Concentrés en grande partie dans le sud de la province, dans la vallée du Saint-Laurent, les 8 millions environ de Québécois constituent à peu près $\frac{1}{4}$ de la population du Canada et plus des $\frac{2}{3}$ des francophones du Pays. Cette sorte de réserve insulaire ou de ghetto, cerné stratégiquement par l'océan anglo-saxon du reste du Canada et des Etats-Unis témoigne d'une société et d'un territoire distincts du reste du Canada par sa langue, ses origines et sa culture. Patrimoine, masse démographique, force politique et savoir-faire font l'originalité du Québec en Amérique, lui accordent une autorité incontestable à l'intérieur d'un univers franco-

⁶ Les anglophones au Québec correspondent environ à 10% de la population et sont très concentrés à Montréal et dans sa région métropolitaine. Les quelques 60.000 Amérindiens et Inuits (pratiquant les langues algonquiniennes et iroquoiennes, pour les uns et l'inuktitut pour les autres) habitent surtout dans le centre et dans le Nord de la Province, dans des territoires qui leur sont réservés ou sur des terres cédées par le gouvernement fédéral.

phone canadien difficile à résumer spatialement et structurellement, à la mouvance perpétuelle (Bruneau 2002).

La langue française, dans sa version souple du français québécois, a été institutionnalisée au Québec grâce au gouvernement provincial qui a pris la relève de l'Eglise dans sa défense, à partir des années '60. Dans la *Charte de la langue française* (loi 101 du 1977 pour la refrancisation) et dans les autres lois linguistiques qui jalonnent l'histoire du Québec contemporain on retrouve toutes les instances de protection et de surveillance du patrimoine québécois au sens vaste du terme. Le maintien d'une identité francophone sur le continent nord-américain passe donc non seulement par le développement socio-économique du Québec mais aussi par la mise en place de ces règles visant à protéger l'emploi de la langue québécoise.

Ces dernières décennies ont vu aussi le monde des médias devenir un secteur important pour la défense de la langue, de la culture et du patrimoine québécois et francophone. L'industrie québécoise de la radio, les télévisions francophones, la presse écrite, la publicité, la création de Radio Canada et Télé Québec et leurs participation au réseau du TV5 Monde, le siège de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF) à Québec, les grands événements culturels, sont tous des éléments utiles pour délimiter un secteur très important pour la francophonie au Canada. L'étroitesse du marché et le faible nombre des consommateurs font de toutes ces expressions culturelles de hauts lieux de création originale et d'innovation très renommés dans le reste du Canada et à l'étranger.

La francophonie assure aussi au Québec, à l'époque actuelle un statut unique pour un Etat fédéré, celui d'acteur à part entière des relations internationales. Cela lui permet, par exemple, de recevoir un pourcentage du total des immigrants reçus au Canada et aussi de dépasser ce chiffre de 5% du total canadien pour des raisons démographiques⁷. Cette arrivée massive d'immigrants a remodelé le paysage culturel et linguistique du Québec mais apporte aussi une nouvelle sève pour le futur francophone du Québec (Barrat et Moisei 2004) (*Fig. 1*).

⁷ Depuis le *baby-boom* d'après guerre, le Québec a vu son taux de natalité et de fécondité baisser vertigineusement et toucher parmi les plus bas du monde. Confronté à ce déclin démographique et pour tenter de maintenir son poids en population, le Québec a signé en 1991 un accord avec le Gouvernement du Canada relatif à l'immigration des aubains (individus fixés dans un pays étranger sans être naturalisés). De cette façon l'apport des immigrés au Québec est devenu un élément stable dans les dernières années (53.982 en 2011; 55.036 en 2012; 51.959 en 2013). Parmi ces immigrants, 18,9% ont pour langue maternelle le français, 3,3% l'anglais, 77,8 une autre langue mais presque 2/3 d'entre eux connaissent le français.

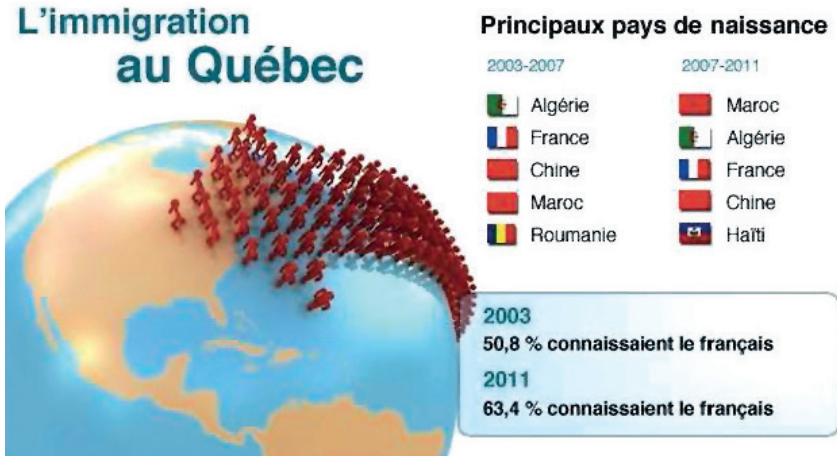


Figure 1. – L'immigration au Québec de 2003 à 2011. Source: données officielles du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec – MICC.

3. LES FRANCOPHONES ACADIENS DES PROVINCES MARITIMES: ÎLOTS DE RÉSISTANCE, ESPOIRS ET INQUIÉTUDES

Les Provinces Maritimes (Ile du Prince Edward, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Terre Neuve et Labrador) sont, après le Québec, l'autre foyer de la francophonie au Canada. C'est l'histoire qui explique en grande partie la présence et la distribution des francophones dans ces provinces canadiennes riveraines de l'Océan Atlantique. Les Français avaient été les premiers à s'installer (1607) dans la région. Centrés initialement sur la Baie de Fundy, en Nouvelle-Ecosse, ils avaient donné naissance à une colonie prospère, l'Acadie, aux rythmes et aux paysages ruraux, où l'acadien, d'origine saintongeaise et poitevine, était la langue courante des colons. La période du " Grand Dérangement" de 1755, caractérisée par la déportation des Acadiens de la part des Anglais⁸, notamment vers la Louisiane, et l'arrivée de nouveaux colons anglophones (d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande) ont bouleversé la démographie francophone de cette région

⁸ La France avait été cédée l'Acadie, par le Traité de Utrecht, à l'Angleterre en 1713.

en la faisant devenir fortement minoritaire. Revenus silencieusement au Canada dès 1763, après l'annexion de la Nouvelle France aux autres possessions anglaises, certains Acadiens ont choisi de s'enraciner au Québec et d'alimenter sa majorité francophone, d'autres de revenir sur leur terre d'origine au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse. Dans cette dernière province ils ont créé des enclaves linguistiques encore présentes aujourd'hui (Arichat, Chéticamp, Pomquet, Canceau, Pointe de l'Eglise, Sainte-Anne-du-Ruisseau)⁹.

La plupart des Acadiens revenus silencieusement au Canada ont toutefois décidé de s'installer au Nouveau-Brunswick et de donner l'image pacifique d'un peuple doux, calme, désirant vivre en harmonie avec la majorité anglophone. Dans le Nouveau-Brunswick s'est formée donc une nouvelle communauté acadienne très vivante qui a fait de l'histoire et non pas de la géographie un discours d'appartenance¹⁰. Pour cela la dimension francophone dans cette province est assez importante: 1/3 environ des habitants du Nouveau-Brunswick parlent le français ce qui fait du Nouveau-Brunswick la seule province canadienne officiellement bilingue. Le bilinguisme toutefois ne signifie pas que "le peuple acadien a le droit à des institutions en vertu desquelles il peut exercer un pouvoir réel sur la définition et la mise en œuvre des politiques qui le touchent, et qui donnent droit aussi à des institutions homogènes dont la pérennité est assurée par l'État" (Fontaine 1988, 88). La clause de la dualité bilingue au Nouveau-Brunswick ne renferme aucune dimension historique, culturelle, sociale ou territoriale et pour cela est considérée insuffisante par certains Acadiens qui ne considèrent pas comme minoritaire le peuple acadien au Nouveau-Brunswick où il est associé à la collectivité anglophone dans la poursuite du bien commun de la province (Sénécal 1988).

⁹ Les francophones sont environ 250.000 au Nouveau-Brunswick, 34.000 en Nouvelle Ecosse, 5500 à l'île de Prince-Edouard, 2000 à Terre-Neuve (élaboration de l'auteur sur données de Statistique Canada 2013).

¹⁰ L'appartenance des Acadiens au Nouveau-Brunswick ne pouvait se fonder sur une quelconque revendication territoriale ou géographique. Tout au plus il s'agissait d'une appropriation d'un paysage aux composantes fortement valorisées mais aux limites floues et incertaines. D'où l'ambiguïté de la territorialité acadienne.

4. LE FRANÇAIS VERS L'OUEST ET LE NORD: LA DIASPORA D'UNE MAJORITÉ DEVENUE MINORITÉ

La colonisation agricole, la conquête des territoires “neufs” en direction du soleil couchant, le mythe d'une Terre promise à l'Ouest à occuper par l'ethnie pour qu'elle se conserve et s'y fortifie, la construction du chemin de fer canadien ou la ruée vers l'or sont les principales raisons qui ont amené les francophones à quitter le Québec et à émigrer, au 19^e siècle, à s'éparpiller dans les provinces de l'Ontario, de l'ALSAMA¹¹, de la Colombie-Britannique et des territoires du Grand Nord¹². Il s'agit donc de communautés issues de la même souche québécoise, dont les destins aujourd'hui ne sont plus identiques: les franco-ontariens (plus de 500.000), sont une communauté distincte, possédant des frontières déterminées, ont une nouvelle identité et un nouveau projet collectif et constituent une sorte de zone tampon dans l'archipel de la francophonie canadienne entre le pivot québécois et la grande diaspora de province de l'Ouest; les francophones des Prairies et de la Colombie-Britannique sont, au contraire, une sorte de franges métissées connaissant un éclatement qui se confronte avec l'industrialisation, l'urbanisation, l'expansion du capitalisme anglo-américain et les rythmes de la société post-industrielle anglophone (Louder et Waddell 2007). Cette situation les fragilise, car seules les communautés fortement concentrées localement ont plus de certitude pour survivre en milieu minoritaire. Pour toutes ces raisons les fondements matériels sur lesquels reposaient les anciennes formes d'organisation socio-territoriales sont remises en question ainsi que le pouvoir clérical catholique qui, à travers ses paroisses fondées un peu partout, a longtemps réglé les rythmes des communautés francophones rurales dans les provinces des Prairies et dans la Colombie-Britannique. Ces groupes se trouvent, de ce fait, confrontés aujourd'hui aux problèmes lancinants “de l'éclatement de l'identité, maintenant que la langue, à des degrés divers, ne le sépare plus instinctivement” (Louder et Waddell 2007, X).

L'espoir et la tragédie ont caractérisé l'histoire des francophones des Prairies, de la Colombie-Britannique et du Grand Nord canadien et l'incertitude caractérise aujourd'hui ces groupes exposés aux changements des réseaux de la sociabilité, à la diminution des contacts interperson-

¹¹ ALSAMA et l'acronyme pour indiquer les provinces des Prairies: Alberta, Saskatchewan et Manitoba.

¹² Le trois territoires qui constituent le Grand Nord canadien sont: le Yukon, les Territoires de Nord-Ouest, le Nunavut.

nels au sein de la communauté, aux médias et à la formation à distance remplaçant l'école et l'église, à l'assimilation linguistique et culturelle des anglophones. La généralisation des mariages mixtes, dont l'anglais devient presque toujours la langue de progéniture, de même que la faible fécondité des femmes de langue maternelle française expliquent en grande partie une assimilation progressive à la majorité anglophone.

Bien qu'elles assurent dans tout le Pays la vitalité de leurs communautés par des institutions et des manifestations bien organisées, force est de constater que toutes les minorités francophones plus lointaines du Québec, à l'Ouest et au Nord, déclinent depuis une vingtaine d'années. Un panorama futur sans francophones à l'extérieur du Québec et des zones limitrophes de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick n'est donc pas à écarter (Barrat et Moisei 2004; Poissonnier et Sournia 2006).

5. LA FRANCOPHONIE AU CANADA: UN BILAN PROVISOIRE

On s'en alarme à juste titre: au Canada, le français est souvent sacrifié à la tentation du tout-anglais, est exposé à la menace d'un monolinguisme insipide, à un novlangue qu'on pratique dans les échanges internationaux. De plus, et non seulement à l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) ou à la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), on s'interroge sur l'avenir du français isolé dans les autres provinces anglo-saxonnes du Canada. Et quoi penser encore lorsqu'on constate que les populations francophones ont aujourd'hui un taux de fécondité parmi les plus bas du monde? Beaucoup de francophones pensent que l'immigration, même sélective, ne saurait pas véritablement contrebalancer ce déclin démographique qui risque de faire disparaître à moyen et long terme la francophonie canadienne. Toutefois, il faut souligner que l'adhésion à la diversité des cultures et la reconnaissance des identités se raniment partout et le Canada ne fait pas l'exception (Satzewich and Nikolaos 2007). Reste que la vigilance est nécessaire mais la diversité des francophones permet de maintenir le pluralisme culturel et territorial, bouclier contre l'ennui uniforme et garante de démocratie. Ce défi concerne surtout le milieu citadin (dans des villes comme Ottawa, Gatineau, Montréal, Québec et Moncton, qui sont membres de l'AIMF) et au niveau institutionnel car le gouvernement fédéral, à travers sa politique nationale de promotion du bilinguisme, déclare essayer de répondre le plus équitablement possible aux besoins des minorités linguistiques. À cet

égard, la charte canadienne des droits et libertés énonce des garanties précises pour le français du Nouveau-Brunswick, la seule province bilingue du Canada (Sénécal 1988). Mais ce défi est aussi lié à une géographie de la diversité linguistique, à un environnement économique contrasté, à une richesse culturelle (écriture, littérature, films, musique, médias, technologies de l'information), à la promotion linguistique, à l'éducation et aux réseaux de recherche scientifique.

Dans ce défis et dans la variété de la francophonie au Canada on trouve une occasion extraordinaire pour vivre le monde moderne, une idée du Pays où chacun y mets ses traditions, musiques, mythes, histoires, et participe au un vision multiple, métissée et particulières grâce à ses usages littéraires, artistiques, sociaux, territoriaux etc. (Le Marchand 2006). Le français au Canada, devenu un modèle de l'ajustement d'une langue vivante aux vicissitudes du temps et de l'espace, a su s'adapter aux nouvelles technologies de la communication et aux exigences du partage. Il est devenu surtout un modèle d'opiniâtreté dans l'affirmation du pluralisme linguistique sur la scène canadienne, aujourd'hui menacé par les ravages de la langue unique, de la pensée unique, du goût unique et du paysage unique. La métaphore d'un archipel francophone qui résiste au raz-de-marée de l'anglais et de la mondialisation me semble bien approprié pour décrire aujourd'hui la richesse de la géographie de la francophonie canadienne et la période des retrouvailles au sein de son archipel francophone (Louder et Waddell 2007).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Barrat, Jacques, et Claudia Moisei. 2004. *Géopolitique de la Francophonie. Un nouveau souffle?* Paris: La documentation française.
- Breton, Roland. 2003. *Atlas des langues du monde*. Paris: Autrement.
- Bruneau, Pierre, éd. 2002. *Le Québec en changement. Entre l'exclusion et l'espérance*. Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec.
- Fontaine Yvon. 1988. "L'insuffisance des garanties constitutionnelles relatives aux droits des acadiens". Dans *Territoires et minorités. De l'Amérique française au lac Meech. Actes du Colloque organisé par l'Association professionnelle des géographes du Québec*, édité par Sénécal Gilles, 80-89. Moncton: Association professionnelle des géographes du Québec - Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.
- Le Marchand, Véronique. 2006. *La francophonie*. Toulouse: Milan.

- Louder, Dean R., et Eric Waddell, eds. 2007. *Du continent perdu à l'archipel retrouvé. Le Québec et l'Amérique française*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Poissonnier, Ariane, et Gérard Sournia. 2006. *Atlas de la francophonie*. Paris: Autrement.
- Satzewich, Victor, and Nikolaos Liodakis. 2007. *Race and Ethnicity in Canada. A Critical Introduction*. Toronto: Oxford University Press.
- Sénécal, Gilles, éd. 1988. *Territoires et minorités: de l'Amérique française au lac Meech. Actes du Colloque organisé par l'Association professionnelle des géographes du Québec*. Moncton: Association professionnelle des géographes du Québec - Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.
- Statistique Canada. 2013. *Population et démographie*. Ottawa: Statistique Canada.